

Déclaration de Minsk 2017

L'Assemblée Parlementaire de l'OSCE :

Regrettant la rupture des accords de sécurité nucléaire et de réduction des armements nucléaires entre les Etats-Unis et la Fédération de Russie, y compris l'Accord sur la gestion et l'élimination du plutonium, le nouveau Traite START et le Traite sur les forces nucléaires à portée intermédiaire,

Demande à tous les pays de participer aux négociations de l'ONU sur le désarmement nucléaire et de travailler à l'adoption de mesures de réduction du risque nucléaire, de transparence et de désarmement

Adopté par l'assemblée parlementaire de l'OSCE à sa vingt-sixième session annuelle Minsk, Biélorussie, 5 - 9 juillet 2017

Déclaration de Berlin 2018 :

Regrettant la détérioration du contrôle des armements, de la sécurité nucléaire et des accords de réduction des armes nucléaires, ainsi que les effets négatifs que cela pourrait avoir sur la stabilité stratégique et la réduction des menaces,

Invite instamment les Etats participants de l'OSCE à renouveler leur attachement aux principes de dialogue et de détente de l'Organisation dans l'esprit de l'Acte final d'Helsinki, notamment en renforçant les régimes de contrôle des armements,

Invite instamment les Etats de l'espace de l'OSCE dotés d'armes nucléaires à renouer leur engagement en faveur de la non-prolifération et du désarmement nucléaires, notamment en convenant de principes de non-recours en premier et de stratégies de réduction des armements

Adoptées par l'assemblée parlementaire de l'OSCE à sa vingt-septième session annuelle, Berlin, 7 - 11 juillet 2018

Dialogue, détente et désarmement Le rôle des parlementaires de l'OSCE

Fiche d'information pour la session annuelle de Assemblée Parlementaire de l'OSCE, 2019



Edité par les Parlementaires pour la Non-Prolifération
et le Désarmement Nucléaire

www.pnnd.org info@pnnd.org

Les menaces nucléaires en Europe

Le conflit en Ukraine et la détérioration des relations entre la Russie et l'Union Européenne ont détérioré le climat de détente qui s'était instauré à la fin de la guerre froide. Cela a causé une augmentation des menaces nucléaires sur la scène européenne, encouragé le déploiement d'armes nucléaires et augmenté les risques d'utilisation des armes nucléaires par accident ou par erreur de calcul.

Les pays dotés d'armes nucléaires disposent de plus de 14 000 armes dans leurs arsenaux : la majorité d'entre elles appartient aux États-Unis et la Russie. Parmi celles-ci, près de 1500 sont déployées et peuvent être lancées en quelques minutes, comme le préconisent les stratégies de lancement-sur-alerte. En outre, la Russie et l'OTAN ont laissé ouverte la possibilité d'utiliser en premières les armes nucléaires dans le cas d'un conflit- ce qui accroît davantage les tensions entre les deux puissants blocs militaires.

Plus de 15 fois déjà, nous avons été au bord d'un conflit nucléaire, à la suite d'une escalade de tensions, de problèmes de communication et / ou d'informations erronées dans les systèmes de commande et de contrôle nucléaires. Il existe de plus un risque de cyberattaque par une organisation terroriste ou des acteurs tiers visant les systèmes de commande et de contrôle nucléaires. Cela pourrait déclencher un affrontement nucléaire involontaire.

Le traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), adopté par les États-Unis et l'URSS en 1987, a été une étape fondamentale dans la réduction des dangers nucléaires en Europe, puisqu'il a éliminé toute une catégorie d'armes nucléaires pouvant atteindre leurs objectifs en très peu de temps et pouvant être utilisées au cours d'un conflit. Le retrait des États-Unis et de la Russie du traité FNI en février dernier ouvre donc la porte à un éventuel déploiement de nouveaux et déstabilisants systèmes d'armes nucléaires.

En outre, les doctrines de sécurité des États-Unis et de la Russie ont renforcé et amplifié le rôle des armes nucléaires, en dépit de l'engagement qu'ils avaient pris pour le réduire.

Les États dotés de l'arme nucléaire dépensent désormais plus de 100 milliards de dollars par an pour entretenir, moderniser, améliorer et déployer les armes nucléaires et leurs systèmes de lancement.

Par conséquent, le Bulletin of Atomic Scientists de janvier 2019 a déplacé les aiguilles du Doomsday Clock (Horloge de la fin du monde) à deux minutes avant minuit - le moment le plus proche de l'apocalypse depuis la crise des missiles cubains.

En juillet 2017, un Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires a été adopté aux Nations Unies. Toutefois, les pays dotés de l'arme nucléaire et leurs alliés (l'OTAN, le Japon, la Corée du Sud et l'Australie) s'y opposent.



Parlementaires pour la Non-prolifération et le Désarmement Nucléaire :

Un réseau mondial, non-partisan d'élus qui vise à empêcher une guerre nucléaire, prévenir la prolifération, et encourager le désarmement nucléaire.

info@pnnd.org www.pnnd.org @pnndglobal

Événements clés

- L'Assemblée Parlementaire de l'OSCE, lors de ses 26e et 27e sessions annuelles, a exprimé son inquiétude quant à l'érosion des accords de contrôle des armements et a promu des mesures visant à réduire les risques nucléaires, en encourageant en particulier des politiques de désarmement et de non-recours en premier ;
- En juillet 2017, des pays non dotés de l'arme nucléaire ont négocié et adopté le Traité sur l'interdiction des Armes Nucléaires (BAN Treaty).
- En octobre 2018, le Comité des Droits de l'homme des Nations Unies a affirmé que la menace ou l'utilisation d'armes nucléaires constituait une violation du droit à la vie ;
- En février 2019, les États-Unis se sont retirés du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, suivis par la Russie. Les États-Unis se sont également retirés de l'accord de non-prolifération nucléaire avec l'Iran (Plan d'Action Global Commun, JCPOA) ;
- En juin 2019, un groupe de 16 pays alliés des États-Unis et non dotés de l'arme nucléaire, guidé par la Suède, a lancé l'initiative de désarmement nucléaire « Stepping Stones » ;
- Les Parlementaires pour la Non-Prolifération et le Désarmement Nucléaires (PNND) ont publié un plan d'action parlementaire pour un monde sans armes nucléaires qui s'appuie sur les résolutions adoptées par l'Assemblée Parlementaire de l'OSCE et l'Union Interparlementaire (UIP).

Qu'est-ce que les parlementaires peuvent faire ?

- Demander aux gouvernements dotés d'armes nucléaires et à leurs alliés de réaffirmer qu'« une guerre nucléaire est vouée à l'échec et n'a donc pas lieu d'être », et adopter à cet effet des politiques de « non-recours en premier » ;
- Encourager les gouvernements à soutenir les mesures de réduction des risques nucléaires et de désarmement qui seront proposées lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies de 2019 et lors de la Conférence d'examen du Traité de Non-Prolifération de 2020 ;
- Réaffirmer le soutien de l'Europe à l'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA) et au non-déploiement de missiles nucléaires en Europe ;
- Participer à la campagne 'Move the Nuclear Weapons Money' en promouvant une réduction des dépenses dans les armes nucléaires et en encourageant leurs propres villes ou gouvernements à retirer leurs investissements des entreprises qui fabriquent les armes nucléaires. Pour plus d'informations : www.nuclearweaponsmoney.org
- Rejoindre les Parlementaires pour la Non-Prolifération et le Désarmement Nucléaire (PNND).

Pour plus d'exemples et d'idées d'actions, n'hésitez pas à consulter le Plan d'action parlementaire pour un monde sans armes nucléaires sur notre site www.pnnd.org